

PLAN DE COMUNICACIÓN DE EVALUACIÓN FINAL

"EMPODERAMIENTO DE LAS MUJERES DE LA REGIÓN DE KOLDA, SENEGAL,
PARA AVANZAR EN LA CONSOLIDACIÓN DE LA DEFENSA, GARANTÍA Y EJERCICIO
DE SUS DERECHOS HUMANOS" EXPTE.: ACCD005/17/00009



Agencia de Estudios
para el Desarrollo Rural y la Cooperación
www.aederco.org contacto: aederco@aederco.org
Tfno: 623.19.27.82

1. OBJETIVOS

El plan tiene como **objetivo general** procurar una mayor sostenibilidad y puesta en valor del resultados del programa “**Empoderamiento de las mujeres de la región de kolda, senegal, para avanzar en la consolidación de la defensa, garantía y ejercicio de sus derechos humanos**”, ejecutado por la Xarxa de Consum Solidari (XCS) en colaboración con la Agencia Regional para el Desarrollo de Kolda (ARD-K), entre febrero de 2018 y diciembre de 2020.

De manera particular se persiguen los siguientes **objetivos específicos**:

- Dotar de visibilidad las acciones realizada y los resultados de la evaluación
- Lograr la apropiación de los resultados de la evaluación final por los actores intervinientes
- Valorar junto a los actores intervinientes las recomendaciones y lecciones aprendidas para su puesta en valor.

2. METODOLOGÍA

El presente plan se compone de 3 etapas:

1. Un taller de devolución de resultados preliminares en terreno:

Realizado al final de la fase de terreno de la evaluación con el fin de recoger observaciones y validar los resultados preliminares de esta fase de la evaluación, antes del análisis sistemático y en profundidad de los criterios de evaluación.

El taller se realizó el 9 de abril de 2021. Los resultados preliminares fueron presentados por el equipo de AEDERCO y en él participó la ARD-K, las plataformas locales y regional de mujeres y las organizaciones participantes en el programa.

2. Una sesión en terreno de presentación de los resultados finales y conclusiones de la evaluación:

Una vez sistematizada la información y tras el análisis en profundidad de los criterios de evaluación, se llevó a cabo una sesión de socialización de los resultados finales de la evaluación, las conclusiones extraídas y las recomendaciones elaboradas. En ella se trató de promover el aprendizaje entre los diferentes actores, a la vez que se facilitó el diálogo para su puesta en valor.

La sesión se realizó el 17 de mayo, el equipo de Aederco expuso la presentación que se linka y adjunta como anexo, asistiendo representantes de las instituciones regionales y departamentales, además de alcaldes y los actores clave del programa (XCS, ARD-K, plataformas de mujeres y OSC)

3. Difusión de los resultados:

Se propone que XCS utilice los medios habituales de difusión, como la página web, para compartir los resultados de la evaluación con sus miembros, personas, organizaciones y entidades de interés para la organización.

3. HERRAMIENTAS

Se comparten aquí las diferentes herramientas elaboradas en las distintas etapas mencionadas:

- En el siguiente vínculo se puede encontrar la presentación preparada para la devolución de los resultados preliminares en terreno: [Presentación resultados preliminares](#)
- En el siguiente vínculo se puede encontrar la presentación diseñada para la presentación de los resultados finales de la evaluación en terreno: [Presentación de los resultados de la evaluación final](#). En ella se volcaron para su socialización los resultados más relevantes, reflejando en verde los aspectos positivos y en marrón aquellos aspectos susceptibles de mejorar. También se han incluido las Conclusiones y Recomendaciones. Cada uno de estos apartados está indexado al menú principal, a modo de facilitar su presentación.
- Por último, en anexo, se presenta el **Resumen ejecutivo** extraído del informe final de evaluación.

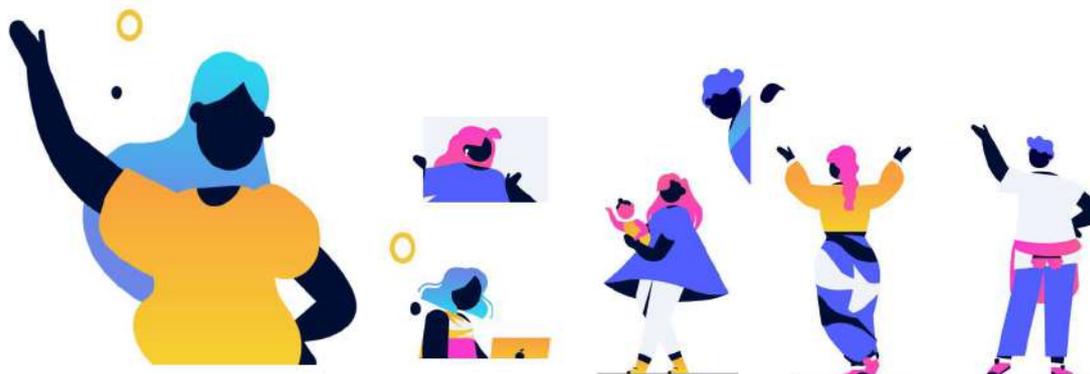
Restitution finale de l'évaluation du projet

“Autonomisation des femmes de la région de Kolda, au Sénégal,
pour renforcer la consolidation de la défense, la garantie et l'exercice
de leurs droits humains”



Date: 17 mai 2021

AEDERCO
Desarrollo Rural y Cooperación





CONCEPTION

du projet



DEROULEMENT

du projet



RÉSULTATS

du projet



CONCEPTION

du projet

Trajectoire et travail de **XCS** et l'**ARD** dans la région

Analyse des **problèmes** et des **besoins** de la population bénéficiaire.



CONCEPTION

du projet

L'**objectif spécifique** (OS) est le renforcement du mouvement associatif des femmes et des associations civiles, en se concentrant sur le droit des femmes à une vie sans violence de genre et le droit à une vie économiquement active.

Résultats du projet :

R1. Un réseau opérationnel capable de défendre les droits et les intérêts des femmes est fonctionnel.

R2. Les mécanismes d'accès à l'information juridique, de soutien et de visibilité de la violence fondée sur le sexe sont encouragés.

R3. L'autonomie financière et économique des femmes et un meilleur fonctionnement des plateformes régionales et locales sont renforcées.

R4. La participation effective des acteurs du programme est assurée.



DEROULEMENT

du projet



DEROULEMENT

du projet

Coordination

Efficience

Visibilité

Participation

Appropriation



Coordination

Comité de Pilotage pour mission de réaliser **suivi participatif** des activités

La **coordination a été bonne** entre les principaux acteurs du projet

L'**expérience de travail** conjoint a facilité cette coordination.

La coordination au sein de l'équipe technique de l'ARD a été bonne, de même qu'avec le directeur.

Parfois **manque d'information** sur les activités de ARD à XCS

Les réunions n'ont pas été programmées suffisamment à l'avance et la **planification n'a pas été respectée** dans de nombreux cas.



Efficiene

Bonnes capacités du personnel affecté au projet et des entités impliquées

Les **finances ont été acceptables** et conformes au budget

Problèmes dans la planification de certaines activités.

Insuffisance de personnel pour le suivi et l'évaluation (point faible important) et sur le terrain (animateurs/animateurices)

Il aurait été **souhaitable un véhicule**, mais il n'était pas prévu dans la conception du projet

Quelques **difficultés**: communautés très conservatrices, faible taux d'alphabétisation des femmes



Participation

Les **femmes de la plateforme** régionale, départementales et communales, ont été sollicitées pour organiser beaucoup des activités

Les **bénéficiaires** aussi ont considéré que leurs avis étaient toujours pris en compte dans l'exécution du projet

Les décisions du projet ont été prises de manière participative dans le **Comité de Pilotage**

Les mécanismes de participation utilisés avec les **partenaires, institutions et reste d'acteurs** ont été adéquats dans les différentes étapes

Avantages: diversité des avis d'experts et on peut trouver ensemble des solutions aux problèmes

Difficultés: beaucoup de personnes à gérer en même temps



Les **femmes des plateformes** se sont approprié ces dernières et les considèrent comme leurs plateformes et pas celles de l'ARD.

Les **femmes** avancent que même après la fin du projet elles continueront les activités de la plateforme.

Toutes les activités du projet ont été fondées sur le **respect des réalités** des populations cibles.

Les institutions locales doutent de pouvoir prendre le relais et continuer les activités du projet à cause de **difficultés budgétaires**.

Appropriation



Les personnes bénéficiaires ont reçu les **informations nécessaires** pour comprendre le projet dans son ensemble.

Les partenaires et les institutions savent que le financement est de l'**Agence Catalane de Coopération au Développement (ACD)**.

Les bénéficiaires pensent que le projet est financé par l'ARD.

Il n'y a **pas** eu dans ce projet beaucoup **de visibilité du financeur**.

Visibilité



RÉSULTATS
du projet



RÉSULTATS
du projet

Genre

Efficacité

Durabilité

Autonomisation

Impact



Genre

Au sein des plateformes, les femmes se sentent plus **capables de diriger, de gérer**, de donner leurs avis et de gagner de l'argent elles-mêmes.

Les femmes ont atteint une certaine **autonomie financière**: elles peuvent accéder à des crédits revolving avec des intérêts réduits.

Le projet aide les femmes à **accéder à des ressources**: attribution de terres, travail à l'extérieur du foyer, accès à leurs propres sources de revenus.

La communauté et les autorités ont une meilleure compréhension des questions d'**équité**

Les hommes remettent en **question leur rôle** autoritaire et décideur.

Les femmes se sentent capables de faire un **plaidoyer social et politique** pour défendre leurs droits.



Efficacité

Mise en marche de 35 **plateformes communales** (passage deuxième génération) et d'en dynamiser les anciennes.

Les plateformes ont permis d'accroître la voix des femmes au niveau social, économique et politique et contribuer à l'**éradication des VBG**

Chaque plateforme a un **règlement intérieur, un statut** et est formalisée.

Les femmes ont été formées en **genre, droits humains, leadership**.

Le projet a fourni aux plateformes 6 **moulins** et réhabilité un **périmètre maraîcher**.

Les femmes des plateformes font des **cotisations** et utilisent cet argent pour faire des **crédits revolving** entre elles qui génèrent des intérêts.

L'**autonomisation économique** des femmes s'est nettement améliorée grâce au projet.



Autonomisation

Les **connaissances acquises** par les femmes sont utilisées dans la vie de tous les jours.

Les femmes maintenant font les **démarches seules**.

Réaction positive des leaders d'opinion au développement économique des femmes.

La **baisse des VBG** dans toutes les localités cibles.

Le nombre de **moulins fournis est peu** par rapport au territoire.

Le **périmètre** maraîcher de Coumbacara **n'est pas fonctionnel**.

Les plateformes et les femmes **n'ont pas** beaucoup de sources de **revenus**.

Les hommes peuvent **laisser les finances** de la maison aux femmes



Les femmes ont appris à **identifier les VBG** et à pouvoir y remédier.

Il y avait un **changement notable dans les rôles** initialement établis pour les hommes et les femmes dans les communautés cibles.

L'**autonomisation économique** des femmes s'est nettement améliorée grâce au projet.

Frustrations chez les hommes

Les femmes commencent à réclamer équité mais le partage des **tâches ménagères et familiales** ne devient **pas plus équitable**

Risque que les **enfants** soient dénigrés

Impact



Les plateformes créées ont reçu une **formation adéquate** pour mener à bien leurs activités de manière durable.

Mais les formations doivent être renforcées.

Le **plan d'action** (plan stratégique) de la plateforme régionale est **difficilement suivi** par manque de finances pour dérouler certaines actions.

Certains **moulins ont de problèmes de même que le périmètre maraicher**.

Les moulins soient **difficiles à manier**, les femmes sont obligées de payer pour sa manipulation

Parfois pour les maires ce n'est **pas de leur intérêt** de soutenir les femmes

Les femmes sont **prêtes à continuer** même après le retrait du bailleur.

L'ARD **ne peut pas garantir le suivi** sans soutien financier.

Durabilité



Recommandations





Recommandations



Pour la Xarxa de Consum Solidari,

1. Donner plus d'informations sur XCS à des communautés cibles afin que l'entité soit **mieux connue**.
2. Faire **plus de suivi** sur le terrain pour évaluer les **activités** et leurs impacts.
3. Imposer des activités de **suivi des investissements** réalisés
4. **Continuer à travailler localement** pour améliorer l'autonomie financière des femmes de la zone.
5. **Poursuivre les actions** qui transversent **approche genre** et de droits de l'homme : les relations de pouvoir ont un grand impact sur qui nous sommes et sur ce que nous pouvons devenir.



Recommandations

Pour l'Agence Régionale de Développement de Kolda,

1. Elaborer des plannings et **outils de suivi évaluation** pour chaque projet
2. **Renforcer l'équipe de projet** par des animateurs de terrain pour un suivi de proximité
3. Renforcer le **rôle des femmes membres** des plateformes dans la prise de décision stratégique.
4. Veiller des mécanismes concrets de **communication entre les plateformes** départementales et les GPF membres.





Recommandations



Pour les Plateformes Régionales et Locales des femmes,

1. **Former** les femmes en **alphabétisation** pour optimiser la gestion des plateformes
2. **Former** les femmes en **transformation** de céréales et de fruits et légumes pour diversifier leurs activités
3. **Diversifier les activités** au sein des plateformes. P.ex. faire en sorte que quelques femmes fassent le maraîchage que d'autres soient formées et équipées pour la transformation de la production mais aussi en transformation de céréales, en teinture et savonnerie, etc.
4. **Former** en techniques de **commercialisation** de ces produits
5. Faire des formations en **gestion financière**, inculquer le sens de l'**entrepreneuriat** et de l'investissement



Recommandations

Pour les organisations de la société civile impliquées (le Forum Civil, l'Association de Femmes Juristes Sénégalaises (AJS), le Forum pour un Développement Durable Endogène (FODDE), le Comité de Lutte contre les Violences (CLCV), Réseau Siggil Jigéen, le Centre Conseil ADO,...)

1. Faire un effort de **planification**
2. Renforcer son rôle au sein du **comité de gestion**
3. Fournir un **appui institutionnel** à ces organisations partenaires





Recommandations



Pour les autorités locales,

1. **Travailler** plus étroitement **avec les municipalités** dans la lutte pour les droits des femmes et signer des accords de partenariat.
2. Veiller à ce que le programme établisse des mécanismes concrets de **communication**, d'articulation et d'échange **entre les plateformes, les GPF et les TO et TR.**
3. Établir un **suivi et des synergies** afin que les investissements et les réalisations ne soient pas perdus.



Contacts

Si vous avez d'autres remarques ou commentaires,
n'hésitez pas à nous en faire part.

ndickou.diop@aederco.org

ana.abellan@aederco.org



Merci beaucoup pour
votre participation

www.aederco.org





ÉVALUATION FINALE DU PROJET

“AUTONOMISATION DES FEMMES DE LA RÉGION DE KOLDA, AU SÉNÉGAL, POUR RENFORCER LA CONSOLIDATION DE LA DÉFENSE, LA GARANTIE ET L'EXERCICE DE LEURS DROITS HUMAINS” CODE DE RÉFÉRENCE : ACC005/17/00009

RÉSUMÉ

Le programme a été mis en œuvre par la **Xarxa de Consum Solidari (XCS)** en partenariat avec l'Agence régionale pour le développement de Kolda (ARD/K), entre février 2018 et décembre 2020. L'Agence Catalane de Coopération au Développement (ACCD) a financé 501 491,53 euros du total des 634 180,17 euros du programme.

L'évaluation a été réalisée par l'[Agence d'Études pour le Développement Rural et la Coopération \(Aederco\)](#) sur la base des termes de référence publiés par XCS, répondant aux objectifs suivants :

- L'objectif général du processus d'évaluation a été d'analyser la conception, le développement et la réalisation des résultats et des objectifs du projet à partir des critères standardisés du CAD (du Comité International d'Aide au Développement) et d'autres critères complémentaires, sous une orientation vers l'approche des Droits de l'Homme (EBDH) et du Genre dans le Développement (GED).
- Les objectifs spécifiques ont été d'analyser et d'évaluer la pertinence et l'adéquation aux besoins, l'efficacité et le degré de coordination dans la gestion, la participation et l'appropriation des entités impliquées et de la population bénéficiaire, la visibilité du projet, l'approche transversale et sectorielle du genre, avec une attention particulière à l'autonomisation des femmes, les impacts positifs et négatifs, la durabilité des effets du projet, d'identifier les défis et les leçons apprises, d'établir des recommandations pour les interventions futures.

L'objectif spécifique (OS) a été le “Renforcement du mouvement associatif et des associations civiles de femmes, en mettant l'accent sur le droit des femmes à une vie sans violence de genre et le droit à une vie économiquement active”. À cette fin, 4 résultats ont été proposés:

- R1. Un réseau opérationnel capable de défendre les droits et les intérêts des femmes est fonctionnel
- R2. Les mécanismes d'accès à l'information juridique, d'accompagnement et de visibilité de la violence sexiste sont promus
- R3. L'autonomie financière et économique des femmes pour améliorer le revenu familial et garantir le rôle des femmes dans la défense de leurs droits et la possibilité d'un meilleur fonctionnement du réseau des femmes (plateformes régionale et locales) est renforcé
- R4. La participation effective des acteurs/actrices du programme est assurée

L'évaluation a été développée sous l'approche Genre et Développement (GED), comme axe principal et intégrateur pour la collecte d'informations et l'analyse ultérieure, et ensuite sous l'approche des droits, qui a permis d'évaluer comment le projet est devenu une stratégie d'expansion des opportunités pour les titulaires de droits. Les informations ont été recueillies auprès de sources primaires et secondaires, en utilisant des techniques quantitatives et qualitatives. La participation de toutes les parties prenantes, notamment les organisations et les individus bénéficiaires, a été encouragée et toutes les informations ont été triangulées, en utilisant des données multiples provenant d'au moins trois sources d'information pour vérifier et justifier une évaluation.

Les principales conclusions obtenues sont présentées ci-dessous :

En ce qui concerne la réalisation des **résultats attendus**, ceux-ci ont été atteints de manière satisfaisante. Dans le cadre du Résultat 1, les activités ont contribué à améliorer l'opérationnalité des Plateformes de Femmes au niveau local et régional, ce qui facilite la défense et l'exercice des droits des femmes qui en font partie et de leurs intérêts individuels et collectifs. En ce qui concerne le Résultat 2, la sensibilisation de la population en général mais aussi des titulaires d'obligations. Les synergies générées entre les associations de la société civile ont contribué à une population informée disposant d'outils pour contribuer à identifier et éradiquer la violence contre les femmes et les filles. En ce qui concerne le résultat 3, les équipements et les activités développés ont permis d'augmenter les bénéfices économiques des familles et l'autonomie financière des femmes. Enfin, en ce qui concerne le résultat 4, les actions du projet ont visé à obtenir une participation effective des titulaires de droits, de responsabilités et d'obligations, participation qui a été obtenue bien que la visibilité des entités espagnoles (demandeur et entité de financement) aurait pu être plus grande.

En ce qui concerne les critères d'évaluation :

- Du point de vue de la **conception**, le projet est bien conçu et est très pertinent. Le projet est le fruit de la longue collaboration qui existait déjà entre XCS et l'ARD dans le domaine du genre et de l'autonomisation financière. Cependant, un diagnostic participatif n'a pas été réalisé et aurait été souhaitable pour l'intégration de l'approche de genre dès le début, maximiser l'appropriation et renforcer la durabilité. La participation effective des femmes (et des bénéficiaires en général) au processus d'identification représente une autonomisation dès le début du processus et contribue à renforcer les réseaux. La conception du programme a fait l'objet de plusieurs modifications dues à des facteurs externes (retard dans la réception des fonds, COVID 19 en 2020) qui ont eu un impact sur le rythme de réalisation des produits et sur le lien avec les résultats.
- En ce qui concerne la **coordination**, elle a été bonne entre XCS et ARD, bien que certaines faiblesses aient été identifiées dans le transfert d'informations d'ARD à XCS. L'habitude de travailler ensemble a facilité cette bonne coordination, également entre les autres organisations impliquées (Forum Civil, l'Association de Femmes Juristes Sénégalaises (AJS), le Forum pour un Développement Durable Endogène (FODDE), le Comité de Lutte contre les Violences (CLCV), Réseau Siggil Jigéen, le Centre Conseil ADO). Cependant, il y a eu des problèmes avec la planification, qui n'était souvent pas respectée. Le suivi et l'évaluation étaient un point faible en raison de l'absence de personnel spécialisé suffisant.
- Le niveau d'**efficience** est élevé, et son succès repose en grande partie sur les grandes capacités

et le niveau d'engagement du personnel affecté au projet et des entités impliquées. Les finances ont été acceptables et conformes au budget mais il y a eu beaucoup de soucis de planification et de décaissements. Seuls l'entretien et la réparation des véhicules de l'ARD étaient prévus, et n'étaient pas suffisants. Le suivi des activités a été très limité, principalement à cause de l'absence de véhicule dédié et de personnel de terrain, tels que des animateurs. Les rapports de suivi n'ont pas été faits à partir de la coordination ARD. Le début de la mise en œuvre du projet a connu des retards, avec des retards importants et des modifications du calendrier à plusieurs reprises, mais on peut affirmer que les activités prévues ont été réalisées conformément aux CPA prévus.

- Les mécanismes de **participation** utilisés avec les différents acteurs ont été adéquats. Les institutions et les mairies ont été informées de tout le projet dès le début. Pour les acteurs impliqués dans la sensibilisation tels que les imams, les notables et les chefs de quartiers, ils apprécient leur implication. Toutes les décisions ont été prises en consensus et de manière participative avec tous les acteurs partenaires du projet. Les bénéficiaires aussi ont considéré que leurs avis étaient toujours pris en compte dans l'exécution du projet. Les femmes des plateformes départementales, communales et régionale ont eu une participation très active.
- Concernant l'**appropriation**, les effets et actions vont continuer car les femmes sont très motivées et très engagées à prendre leur développement en main mais le suivi des activités sera difficile sans moyens financiers, logistiques et humains suffisants, moyens que l'ARD ne peut pas fournir. Les institutions locales sont pour la plupart engagées, mais dans certains cas, il a été identifié qu'elles considèrent les femmes autonomes comme une menace politiquement parlant.
- Il n'y a pas eu dans ce projet beaucoup de **visibilité** du financeur. Toutes les personnes impliquées, partenaires, et notables impliqués dans ont reçu les informations nécessaires pour comprendre le projet et l'ont tous bien compris.
- Une des réussites du projet dans l'incorporation de l'**approche de genre** a été de fonder toutes les activités du projet sur le respect des réalités des populations cibles. Aucun bouleversement n'a été fait et un changement timide mais durable a eu lieu dans le changement du rôle des hommes et des femmes. Les femmes ont été formées en genre, droits humains, leadership et ont dirigé toutes les activités liées aux plateformes. Une bonne stratégie du projet a été d'inclure les hommes dans les activités de sensibilisation.

Après l'intervention du projet, les femmes ont compris maintenant leurs droits et les réclament à travers les plateformes. Beaucoup des femmes peuvent maintenant s'exprimer devant les hommes et défendre leurs points de vue, ce qui n'était pas le cas avant. Le projet a contribué à faire prendre conscience aux femmes qu'elles sont capables de diriger, de gérer, de donner leurs avis et de gagner de l'argent. Les inégalités cependant ne sont pas réduites en ce qui concerne l'autonomisation politique (dans les nouvelles plateformes rares sont les femmes voulant se lancer dans la politique).

Dans le Diagnostic de Genre réalisé (pendant 18 mois, avec la participation de nombreuses personnes) n'est pas suffisamment reflété un cercle qui doit être brisé: la pauvreté accroît l'écart entre les sexes (et la violence basée sur le genre) et l'inégalité entre les sexes entraîne la pauvreté. D'un autre côté, la plupart des recommandations s'adressent aux personnes qui ont subi cette

violence mais pas suffisamment sur les causes.

- En ce qui concerne l'**efficacité** et la réalisation des objectifs, la situation économique des femmes s'est nettement améliorée grâce au projet. L'intervention a permis la mise en marche de 35 plateformes communales (passage deuxième génération) et d'en dynamiser les anciennes. Chaque plateforme a un règlement intérieur, un statut et est formalisée. Les plateformes ont créé une synergie forte entre les femmes de villages différents et de communes différentes. Point important pour la participation des femmes aux prises de décision au niveau économique

Le projet, dans cette phase, a fourni aux plateformes 6 moulins (Bagadaji, Coumbacara, Guire Yoro Bocar, Médina El Hadj, Bouroucou, Koulinto) et suivi 1 périmètre maraîcher (Bignarabé). Les plateformes ayant bénéficié de moulins commencent à atteindre l'autonomisation financière; même si elle est relative mais il y a un petit changement. En effet, les revenus générés par les moulins sont consignés dans une caisse. Une partie des bénéficiaires est dédiée à l'entretien du moulin et une autre à la plateforme. Cette dernière part sert à faire des crédits revolving pour les femmes. Ces crédits servent à financer des activités génératrices de revenus et les intérêts renflouent les caisses. Pour la sensibilisation autour de la Violence Basée sur le Genre (VBG) et la promotion du droit des femmes à une vie sans violence, ont été réalisées 36 causeries (dialogues sociaux), 2 semaines d'action, 48 émissions de radio et 3 Journées d'échanges (une pour chaque département).

Les indicateurs de résultats ont été atteints avec une moyenne très élevée de 94,5 %. L'équipe d'évaluation a écarté la validité numérique de certains indicateurs qui n'étaient pas tout à fait spécifiques ou difficiles à mesurer.

- Sur l'**autonomisation**, le projet a indéniablement contribué à améliorer la situation des femmes. Les formations en leadership, gestion organisationnelle et gestion financière ont fait acquérir beaucoup de connaissances aux femmes. Toutes les femmes des plateformes ont été capables dans la prise de parole et la prise de décision. Elles ont également été formées en lobbying et à la recherche d'autres financements et bailleurs.

La baisse de violence basée sur le genre est constatée dans toutes les localités cibles surtout grâce aux activités de sensibilisation initiées par le projet. Il y a en effet un allègement notable des travaux des femmes avec l'utilisation des moulins. Néanmoins l'équipe d'évaluation ne remarque pas qu'elles aient du temps de repos. La vie des femmes de Bignarabé a changé aussi avec le périmètre maraîcher. Mais ce périmètre a un problème de clôture et de puits et n'est pas fonctionnel.

Certaines difficultés sont apparues: les hommes peuvent laisser les finances de la maison aux femmes alors qu'elles n'en ont pas les moyens, les maires peuvent être réticents par rapport aux projets de leadership de d'autonomisation politique des femmes.

- Le projet a généré des impacts importants. Il a contribué à ce que les femmes prennent la parole lors des réunions des villages et défendent leurs idées devant les hommes. D'autre part, les femmes sont désormais plus capables de gérer les plateformes elles-mêmes, par exemple décidé de se faire des prêts revolving avec cet argent (mais l'équipe d'évaluation n'a pas observé

beaucoup de leadership féminin avec les plateformes communales nouvellement créées ou réhabilitées).

Finalement, le projet aide les femmes à accéder à des ressources et rôles qui leur étaient auparavant inaccessibles (attribution de terres, travail à l'extérieur du foyer, accès à leurs propres sources de revenus).

L'équipe d'évaluation a identifié quelques impacts négatifs : i) quand les femmes commencent à avoir des revenus la hiérarchie familiale change forcément cela pourrait créer des frustrations chez les hommes, ii) le partage des tâches ménagères et familiales ne devient pas plus équitable, iii) avoir une femme qui gagne en leadership et qui commence à réclamer ses droits cela peut se répercuter sur son couple mais aussi sur ses enfants.

- En termes de durabilité, il est constaté que les femmes membres des plateformes sont assez capacités pour continuer à s'organiser et à faire leurs activités de manière durable. Mais les formations étaient assez courtes et dans ce projet le problème c'est le suivi. Il n'y a pas de suivi des activités.

En termes de plan d'action (plan stratégique) de la plateforme régionale, il est difficilement suivi par manque de finances pour dérouler certaines actions.

L'état et l'utilisation des équipements et machines (moulins, équipements agricoles) acquis par le programme a été analysé.

Les 6 nouveaux moulins livrés sont en bon état, fonctionnent et sont utilisés régulièrement. Il manque cependant un suivi de proximité car le nettoyage n'est pas très bien fait. En Bignarabé, le moulin n'est plus utilisé par les villageois car un moulin électrique est privilégié. De plus, les moulins sont difficiles à manier. Le périmètre de Bignarabé ne pas être utilisé car la clôture était cassée.

L'étude d'évaluation tire une série de **conclusions** de toutes les informations analysées. Pour mettre en évidence en premier lieu, l'**approche genre** comme un axe transversal dans les objectifs et les résultats poursuivis par le projet, en considérant cette approche comme un soutien spécifique aux femmes, pour les rendre autonomes, leur permettre et créer un espace sûr pour qu'elles puissent identifier les problèmes qu'elles rencontrent dans l'exercice de leurs droits économique, sociaux et politiques et trouver des solutions ensemble.

À cette fin, le projet fonde une grande partie de sa stratégie sur deux axes:

- a) Le renforcement de l'**autonomie sociale** avec la sensibilisation pour le droit des femmes.
- b) Le renforcement de leur **autonomie financière** et l'allègement des travaux de la femme avec des équipements collectifs.

L'évaluation constate que le projet concentre son travail de genre (l'égalité des sexes) à travers la promotion des initiatives visant à réduire l'inégalité sociale et économique des femmes. Cette approche met l'accent sur les causes économiques en tant que génératrices de la crise, l'accès inégal aux ressources que les femmes avaient par rapport aux hommes. Cependant, comme le projet l'a compris, le facteur économique est un facteur parmi d'autres, culturels et sociaux, qui, dans leur

interrelation, génèrent l'inégalité entre les sexes.

La démarche de genre ne vise pas seulement les programmes et projets s'adressant à des femmes. Elle s'applique à toutes les actions et concerne autant les hommes que les femmes puisqu'il s'agit de tenir compte des dynamiques sociétales dans lesquelles chacun et chacune se situe et ceci l'intervention l'a bien compris. L'approche de genre suppose en amont un diagnostic approfondi, intégrant simultanément les aspects sociaux, économiques, culturels, environnementaux, politiques du développement, en prenant en compte les différences dites sexospécifiques. Elle prévoit d'assurer la participation égale des hommes et des femmes à tous les stades de l'action et un suivi et une évaluation au regard du genre et de l'objectif d'égalité des femmes et des hommes. Le programme a intégré de manière adéquate l'approche fondée sur le genre et les droits en mettant l'accent sur l'autonomisation économique dans sa formulation.

Au niveau de la mise en œuvre, l'équipe d'évaluation constate que les activités de lutte pour l'égalité et pour le droit des femmes sont facilement assimilées par l'équipe de mise en œuvre et par les groupes bénéficiaires. Cependant les lacunes se situent dans l'autonomisation financière qui n'ont pas été intégrées de manière adéquate dans l'exécution.

À ce stade, l'équipe d'évaluation tire comme conclusion importante que l'intervention a des **risques importants** dans sa **durabilité**. Les défis à la durabilité sont: le défaut d'activités génératrices de revenus pour les plateformes, le manque de soutien financier aux mairies pour le suivi, le manque de leadership et d'autonomisation surtout financière, le manque d'activité et d'emploi pour les jeunes dans les zones rurales et le système patriarcal qui prévaut encore dans la prise de décision. La capacité des institutions gouvernementales locales et des agents et services publics à prendre en charge le suivi et le soutien des initiatives entreprises par le projet est très limitée, tant sur le plan opérationnel que financier. Il y a aussi un manque d'implication des acteurs locaux de l'agriculture pour le suivi du périmètre maraîcher.

En revanche, la durabilité des actions de ce projet repose sur la forte motivation des bénéficiaires, les formations auxquelles ils ont eu accès, le système de cotisation mis en place au sein des plateformes pour faire des crédits revolving.

Enfin, sur la base de l'analyse effectuée, plusieurs **recommandations** ont été formulées pour renforcer les impacts positifs du projet et pour la formulation et la mise en œuvre de futures interventions dans le même domaine d'action et/ou dans le même secteur. Les principales recommandations sont:

Pour la Xarxa de Consum Solidari, i) réaliser des diagnostics participatifs dès la conception du projet, ii) refléter mieux la dimension genre dans le cadre logique, et avec des indicateurs spécifiques, iii) renforcer le système de suivi et de rapportage dans la conception et sur le terrain, iv) inclure les recommandations du diagnostic genre réalisé dans la conception des interventions futures, v) récupérer le format des semaines d'action pour la conception des futurs projets, vi) être à l'écoute des plateformes dans leurs besoins de formation et les accompagner pour les concrétiser, vii) continuer à travailler localement pour améliorer l'autonomie financière des femmes de la zone, viii) pour la continuité, prendre en compte les demandes exprimées par les bénéficiaires qui ont trait à la fourniture de matériels ou d'équipements, ix) poursuivre les actions qui transversent approche genre



et de droits de l'homme, x) offrir plus d'informations sur Xarxa à destination des communautés cibles afin que Xarxa soit mieux connue.

Pour l'Agence Régionale de Développement de Kolda, i) déléguer la coordination technique des programmes à des personnes formées, disponibles et engagées, ii) renforcer l'équipe de projet par des animateurs de terrain pour un suivi de proximité, iii) élaborer des plannings et outils de suivi évaluation pour chaque projet, iv) veiller à ce que la mise en œuvre des activités ne coïncide pas avec les périodes où la disponibilité des participants n'est pas assurée, v) renforcer le rôle des femmes membres des plateformes dans la mise en œuvre et la prise de décision stratégique au sein du comité de gestion, vi) veiller à ce que le programme établisse des mécanismes concrets de communication, d'articulation et d'échange entre les plateformes départementales et les GPF membres villageoises, vii) être à l'écoute des plateformes dans leurs besoins de formation et les accompagner pour les concrétiser, viii) essayer de respecter les planifications, ix) soutenir la création des plateformes et des fédérations de femmes dans toutes les régions de la Casamance à Ziguinchor et Sédhiou, x) pour la continuité, prendre en compte les demandes exprimées par les bénéficiaires qui ont trait à la fourniture de matériels ou d'équipements.

Pour les Plateformes Régionales et Locales des femmes, i) former les femmes en alphabétisation, en transformation de céréales, fruits et légumes (pour diversifier leurs activités), en techniques de commercialisation de ces produits, ii) diversifier les activités de femmes, iii) continuer avec la formation juridique, gestion financière et en entrepreneuriat aux femmes des plateformes, iv) inculquer le sens de l'entrepreneuriat et surtout le sens de l'investissement de ne pas dépendre de l'aide extérieure, v) création des plateformes et des fédérations de femmes dans toutes les régions de la Casamance à Ziguinchor et Sédhiou, vi) promouvoir la mise en réseau des femmes avec d'autres partenaires.

Pour les organisations de la société civile impliquées: i) renforcer le travail conjoint sur les recommandations pour agir sur les causes de la violence sexiste (adressées aux différents acteurs), en plus des conséquences, ii) fournir un appui institutionnel à ces organisations partenaires.

Pour les autorités locales, i) travailler plus étroitement avec les municipalités et signer avec eux des accords de partenariat afin d'intégrer les besoins des femmes dans la municipalité, ii) veiller à ce que le programme établisse des mécanismes concrets de communication, d'articulation et d'échange entre les plateformes, les GPF, les titulaires d'obligations et des responsabilités, iii) mettre en place un système de suivi à long terme afin que les investissements et les acquis ne se perdent pas.